



HAL
open science

Société musulmane et régime Ouattara en Côte d'Ivoire. Des affinités électives en demi-teinte

Marie Miran-Guyon

► **To cite this version:**

Marie Miran-Guyon. Société musulmane et régime Ouattara en Côte d'Ivoire. Des affinités électives en demi-teinte. *Afrique Contemporaine*, 2017, 263-264 (3), pp.249-254. 10.3917/afco.263.0249 . halshs-02353812

HAL Id: halshs-02353812

<https://shs.hal.science/halshs-02353812>

Submitted on 7 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SOCIÉTÉ MUSULMANE ET RÉGIME OUATTARA EN CÔTE D'IVOIRE. DES AFFINITÉS ÉLECTIVES EN DEMI-TEINTE

Marie Miran-Guyon

De Boeck Supérieur | « [Afrique contemporaine](#) »

2017/3 N° 263-264 | pages 249 à 254

ISSN 0002-0478

ISBN 9782807390881

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2017-3-page-249.htm>

Pour citer cet article :

Marie Miran-Guyon, « Société musulmane et régime Ouattara en Côte d'Ivoire. Des affinités électives en demi-teinte », *Afrique contemporaine* 2017/3 (N° 263-264), p. 249-254.

DOI 10.3917/afco.263.0249

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Société musulmane et régime Ouattara en Côte d'Ivoire Des affinités électives en demi-teinte

L'arrivée au pouvoir en 2011 d'un président issu d'un lignage malinké musulman a ouvert un nouveau chapitre dans les relations antérieurement mouvementées entre islam et État. Les grands imams d'Abidjan, à la tête des organisations islamiques nationales, sont dans une proximité intime du pouvoir et régulièrement sollicités. Ils cumulent en retour diverses largesses. De nombreux cadres issus des associations islamiques se sont élevés dans la hiérarchie du régime. La verve des imams, jadis ardente pour dénoncer les travers des autorités, s'en est trouvée éteinte ; dans le même temps, la redistribution communautaire est grippée. Alors que les difficultés sociales de la majorité musulmane restent entières, la contestation gronde, quoique hors du registre de la « radicalisation ».

Le balancier de l'histoire : décline des tensions ethno-religieuses. Pour la première fois de son histoire, la Côte d'Ivoire est dirigée depuis 2011 par un chef d'État musulman. Ancien directeur général adjoint du FMI marié à une Française catholique, Alassane Ouattara a nommé des religieux chrétiens et musulmans dans plusieurs grandes institutions de l'État, dont la Commission électorale indépendante. Il a effectué des visites officielles en Arabie Saoudite, au Vatican et en Israël. Son gouvernement contribue au financement du pèlerinage des musulmans à La Mecque, des catholiques à Lourdes, des protestants et évangéliques en Terre sainte. Cette politique rappelle l'approche œcuménique promue par le père de la nation,

Félix Houphouët-Boigny, qui avait de la laïcité constitutionnelle une conception philo-cléricale, plus proche du modèle anglo-saxon que du modèle français. La mort d'Houphouët fin 1993 et l'exacerbation de la crise économique avaient sonné le glas d'une Côte d'Ivoire qui aspirait au développement dans une certaine tolérance et hospitalité, et dans laquelle les musulmans, y compris les migrants de la CEDEAO¹, notamment Burkinabés, étaient relativement intégrés. La lutte politique féroce des successeurs d'Houphouët engendra l'idéologie de la préférence nationale dite de « l'ivoirité ». Pour exclure la candidature d'Alassane Ouattara, ex-Premier ministre d'Houphouët, la politique « ethno-nationaliste » lancée par Henri Konan Bédié (1994-1999) et poursuivie par le général Robert Gueï (1999-2000), puis Laurent Gbagbo (2000-2010), a repris et amplifié l'assimilation des musulmans – aussi qualifiés du terme générique de « Dioula² » – à des étrangers, voire à des ennemis de la nation, discriminant en bloc une frange importante de la population. Les violences s'amplifièrent avec l'élection de Laurent Gbagbo en octobre 2000. Fait sans précédent, un charnier de cinquante-sept

corps identifiés comme « Dioula » fut retrouvé à Yopougon (quartier d'Abidjan), imputé par l'ONU aux gendarmes pro-Gbagbo. Le 19 septembre 2002, des mutins originaires du Nord ivoirien et soutenus par le Burkina Faso tentèrent un coup d'État contre le régime en place. Il s'en suivit huit ans de division de la Côte d'Ivoire entre un Sud pro-gouvernemental resté sous contrôle du président Gbagbo, et un Nord rebelle passé dans le giron des Forces nouvelles dirigées par Guillaume Soro (catholique sénoufo). Converti au pentecôtisme avec son épouse en 1998, Gbagbo et ses soutiens évangéliques et patriotiques assimilèrent la rébellion et les partis d'opposition à l'œuvre du diable contre le plan de Jésus de faire de la Côte d'Ivoire une nouvelle Jérusalem. Les violences resurgirent avec force après la contestation par le camp Gbagbo des résultats de la présidentielle de 2010, favorables au candidat Ouattara. Des mosquées furent attaquées, des imams assassinés, des musulmans brûlés vifs. Tout laisse à croire que les plus belliqueux des proches de l'ancien président voulaient faire basculer le conflit politico-électoral dans la guerre religieuse (Miran-Guyon, 2015).



© Marie Miran-Guyon, 23 décembre 2015³.

Données

géo-démographiques

La Côte d'Ivoire est un pays pluriconfessionnel, avec 42,9 % de musulmans, 33,9 % de chrétiens, toutes Églises confondues, et une proportion non négligeable de fidèles des religions traditionnelles ou « animistes » (RGPH, 2014). 72 % des non nationaux, représentant 24,2 % de la population résidente, sont musulmans. Les conversions et les cumuls religieux sont fréquents et tolérés ; des pratiquants de diverses religions cohabitent paisiblement dans de nombreuses familles. À la fin du XIX^e siècle, la présence de l'islam était limitée au Nord soudano-sahélien, alors majoritairement animiste. L'économie de plantation coloniale favorisa le développement du Sud forestier et un mouvement pérenne de migration Nord-Sud. De nos jours, 75 % des musulmans résident dans le Sud, contre 25 % dans le Nord. L'image d'une Côte d'Ivoire divisée entre un Sud chrétien et animiste et un Nord musulman est un raccourci fallacieux.

Émergence d'un nouveau leadership musulman national.

Longtemps, les musulmans de la savane ivoirienne furent plus préoccupés de commerce que de politique, s'accommodant des autorités « infidèles », refusant le *djihad* par l'épée pour mieux se consacrer à l'éducation coranique et aux pratiques de piété⁴. Les élites musulmanes d'aujourd'hui revendiquent cet héritage d'un islam de paix, aux antipodes d'un islam de conquête hégémonique, qui aurait pratiqué ce qu'elles caractérisent comme une forme de laïcité avant la lettre. La transformation la plus signifiante de l'élite islamique résulta de la rencontre, dans les années 1970-1980, d'une jeunesse musulmane urbaine

(principalement abidjanaise), éduquée à l'occidentale et francophone, et d'une poignée de prédicateurs réformistes, formés dans le monde arabo-islamique et arabophones. Parmi ces derniers : cheikh Aboubacar [Boikary] Fofana, formé en Égypte, proche dans sa jeunesse de la mouvance dite « sunnite » (wahhabite ou salafiste⁵), puis adepte de la voie soufie *qadiriyya*.

Cette nouvelle élite fut soucieuse de surmonter les différences ethno-régionales, sociales, générationnelles et doctrinaires de la société musulmane, pour mieux répondre au défi de l'interface entre islam et modernité et mieux intégrer l'islam dans la sphère publique, s'inspirant en creux du *modus operandi* de l'Église catholique ivoirienne. Deux fédérations affiliées furent créées au début des années 1990, le Conseil supérieur des imams (COSIM), l'instance majeure de l'islam ivoirien, sans équivalent ailleurs en Afrique subsaharienne, et le Conseil national islamique (CNI), désormais en perte de vitesse pour des raisons de leadership. Le cheikh Aboubacar Fofana est, depuis 2006, président du COSIM et *cheikh al-aima* (c'est-à-dire « cheikh des imams », un titre inventé), soit la voix « officielle » de l'islam en Côte d'Ivoire.

Diversité musulmane : convergences et tensions.

Les communautés musulmanes restent diverses, notamment au plan doctrinal. La communauté dite « sunnite » (salafiste) est bien structurée, avec l'Association des musulmans sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI) et le Conseil des imams sunnites (CODIS, formé sur le modèle du COSIM). Depuis les années 2000, après vingt ans de repli causé par des conflits intra-sunnites, cette communauté est redevenue active sur le terrain communautaire, conjuguant projets éducatifs, sociaux et prosélytes, y compris en faveur

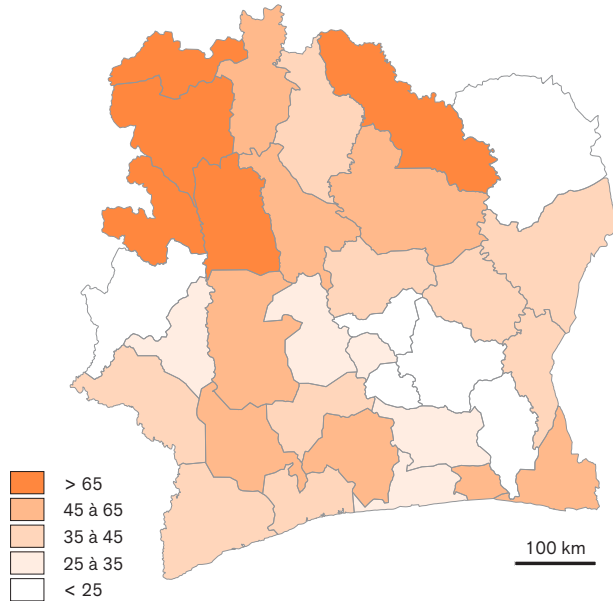
des femmes. L'université islamique Al-Fourqane à Yopougon est une initiative de l'ONG *Maktab Ta'Awoun* (« Bureau de coopération ») de Moussa Fadiga Al-Farouk, par ailleurs raïs de l'AMSCI. La communauté sunnite bénéficia de financements des pays du Golfe, tout comme le COSIM, en moindre proportion⁶. Plus arabophone que francophone, son leadership tente désormais de s'imposer sur la scène publique. Longtemps en retrait par rapport aux affaires politiques, il affiche toutefois clairement son respect de la légalité constitutionnelle (Madore, 2016).

La mouvance sunnite reste plurielle ; dans la ville de Man, elle est aussi violemment divisée en interne. Depuis 2015, de brutales altercations ont causé le saccage des locaux de la radio sunnite de proximité, basée à Man, et du bureau régional de l'AMSCI, ainsi que la fermeture de la mosquée sunnite du quartier Domoraud par les autorités préfectorales. Rappelant les querelles intra-sunnites des années 1980, sur un terrain fragilisé par dix ans de mal gouvernance des Forces nouvelles, ce grave conflit, non encore résolu, met en jeu des questions de leadership, de rente matérielle et l'origine nationale des frères ennemis – origine principalement guinéenne, d'une part, et Mahouka (Ivoiriens originaires de Touba), d'autre part⁷ : les musulmans, s'ils ont subi les foudres de l'ivoirité, engendrent aussi leurs propres tensions ethno-nationales (Miran-Guyon, 2016a). Ce conflit s'est encore embourbé dans des récupérations politiciennes internes à la coalition RHDP au pouvoir, surfant sur des tensions entre RDR et UDPCI, mais aussi au sein même du RDR⁸. Depuis les années 2000 également, un réveil confrérique et notamment tidjani a favorisé l'émergence, en particulier à Abidjan, d'une jeune génération

de cheikhs et khalifes, organisés en cercles concurrents. Populaires, ces guides n'ont pas la puissance des cheikhs sénégalais, mais ils disputent le terrain à leurs détracteurs sunnites. La célébration du Maouloud (*mawlid al-nabî*), commémorant l'anniversaire du prophète Muhammad et condamnée par les sunnites comme innovation blâmable (*bid'a*), prend de l'ampleur depuis une dizaine d'années. Elle engendre d'importants déplacements de fidèles des centres urbains du Sud vers les régions d'origine des parents – à l'instar de la célébration de la fête de Pâques, dite « Pâquinou », en milieu catholique baoulé : l'occasion de créer ou resserrer des liens de solidarité matérielle et symbolique entre jeunes nés dans le Sud et grande famille restée dans le Nord. Le Maouloud de Kéлиндjan, près d'Odienné, célébré par le vieux cheikh Matié Boiké [Aboubakar Samassi], réputé pour l'efficacité de sa *baraka* (grâce), attire désormais les plus hauts responsables RDR originaires du Kabadougou (Binaté, 2017). Soufis et sunnites, par-delà leurs désaccords, collaborent néanmoins avec le COSIM, *a minima* pour l'annonce des dates des fêtes islamiques. Depuis 2014, des tensions inédites ont surgi entre le COSIM et la communauté chiite, pour des raisons confuses, sans doute liées à des circonstances locales plus qu'à la détérioration, en toile de fond, des relations entre Arabie Saoudite et Iran. La Côte d'Ivoire héberge la plus grande communauté libanaise d'Afrique de l'Ouest, principalement chiite. Cette communauté, qui domine le commerce de grande distribution dans le pays, est divisée en interne et vit largement repliée sur elle-même, avec l'arabe pour langue de communication, y compris dans ses écoles islamiques et ses mosquées, une langue que

La Côte d'Ivoire, un pays pluriconfessionnel

Répartition des musulmans, par région administrative, en % de la population totale



Source : Institut National de la Statistique (INS) d'après le RGPH 2014 ; revue Afrique contemporaine et EdiCarto, 2018.

EdiCarto, 06/2018.

peu d'Ivoiriens comprennent. La principale communauté chiite libanaise – autour de l'imposante mosquée Fatima Al-Zahra à Marcory – soutient financièrement le Hezbollah de Hassan Nasrallah, arguant d'un engagement nationaliste pour le Liban n'ayant rien à voir avec la Côte d'Ivoire (Institut d'études de sécurité, 2014). Indépendamment, l'Iran a fondé en 1999 un petit centre chiite devenu *hawza* (université). Le COSIM ayant mis en sourdine ses relations en milieu chiite, un petit groupe de chiites africains (ni arabes ni persans) a créé en 2016 son propre Conseil Ahlul Beit de Côte d'Ivoire⁹.

Creusement des inégalités sociales.

Mais les plus grandes tensions malmenant la communauté musulmane sont d'un autre ordre. La majorité musulmane s'est forgée l'opinion, accentuée depuis l'arrivée du

« grand frère » Ouattara au pouvoir, comme quoi leurs imams, cadres et intellectuels, notamment basés dans les quartiers nantis d'Abidjan comme Cocody, sont lancés dans une course aux subsides et aux postes lucratifs. Non sans fondement : une grave affaire de malversation financière a mis un proche du cheikh Aboubacar Fofana en prison.

Pour chaque grande fête, le COSIM préconise un thème général que les imams sont invités à décliner dans leurs prêches à travers les mosquées du pays, thème présenté dans une conférence phare à la mosquée de la Riviera Golf, que viennent généralement écouter le président Ouattara et ses ministres musulmans et qui est diffusée en direct sur la RTI, la télévision publique. En juin 2017, pour la Nuit du Destin (*laylat al-qadr*), le COSIM a proposé, courageusement, le thème

de « la contribution de l'islam dans la lutte contre le fléau de l'enrichissement illicite ». L'imam Ousmane Diakité, secrétaire national exécutif du COSIM, prononça la grande conférence devant le président et un parterre de ministres : « [Q]and nous regardons la société aujourd'hui, c'est la course à l'enrichissement. [...] Il y a les détournements de fonds [...], ceux qui manipulent les marchés publics et privés [...], l'abus de fonction [...], le trafic d'influence [...], on fait de plus en plus la promotion des gens qui n'ont jamais travaillé, mais qui sont devenus milliardaires et qu'on vénère dans la société. C'est la promotion des antivaleurs. [...] Il y a aussi l'impunité. Si vous ne punissez pas la corruption et ceux qui s'enrichissent illicitement, vous ne faites qu'encourager les autres. [...] [Or, sachez qu'il est impossible de faire du] blanchiment spirituel de l'argent sale. Même si vous construisez des mosquées et que vous faites partir des gens à La Mecque avec cet argent, il ne sera jamais propre devant Dieu¹⁰. » Porte-parole du président, le ministre et homme d'affaires Hamed Bakayoko (par ailleurs grand maître franc-maçon de la Grande Loge de Côte d'Ivoire)¹¹ prit ensuite la parole pour remercier les imams pour leurs prières pour la Côte d'Ivoire. Selon l'usage, il leur remit un chèque de cinq millions de francs CFA, qu'il qualifia non sans humour d'« argent licite », ce qui fit rire l'assemblée¹². En novembre 2017, un cortège de personnalités dont le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et le président du COSIM assistaient à une cérémonie de remerciements à l'endroit du ministre Ibrahim Baongo Cissé, pour avoir financé sur fonds personnels la réhabilitation de la grande mosquée de Koumassi et la reconstruction de l'école professionnelle attenante¹³. Bakongo Cissé, député de Koumassi, a également financé la

renovation de l'église catholique Notre-Dame-de-l'Assomption à Koumassi Prodomo¹⁴. En octobre 2017, à la mosquée Almamy Toungara d'Abobo, seize pèlerins de retour de La Mecque ont remercié Adama Toungara, ex-ministre de l'Énergie et du Pétrole et maire d'Abobo, d'avoir financé leur hadj¹⁵. Les jeunes et les moins favorisés dénoncent le fait que les leaders associatifs musulmans ne redistribuent pas assez¹⁶, ne veulent pas quitter leurs postes et se coupent des réalités sociales de la base. Ces réalités sont pourtant alarmantes. Si la pauvreté n'est pas spécifique aux musulmans, elle affecte de manière délétère la famille malinké et une certaine jeunesse, notamment (quoique pas seulement) passée par l'école coranique. Les jeunes délinquants appelés « microbes » ou officiellement « enfants en conflit avec la loi » – phénomène apparu à Abobo, fief historique du RDR, après la crise postélectorale – sont majoritairement issus de milieux « dioulas » musulmans (et ceux qui ne le sont pas se font parfois passer pour des Dioulas)¹⁷. En 2017, comme par le passé récent, environ 80 % des pensionnaires de la prison d'Abidjan (la MACA) sont issus de milieux musulmans¹⁸; en *nouchi*, l'argot urbain ivoirien, la MACA est appelée la « Kaaba » (Le Marcis, 2014, p. 11)¹⁹. Les « aventuriers », ou migrants irréguliers qui quittent la Côte d'Ivoire pour l'Europe *via* la Libye ou pour d'autres destinations, sont majoritairement des Malinkés et d'autres musulmans, déçus pour certains des faibles retombées sociales de la croissance vantée par un gouvernement qu'ils estiment avoir collectivement contribué à installer au pouvoir (voir encadré ci-après)²⁰. En 2018, ces milieux musulmans défavorisés n'ont pas connu de « radicalisation » de type

djihadiste, mais les autorités musulmanes et politiques se sont alarmées du danger. L'État a initié une opération de resocialisation des dits « microbes » et sensibilisé sur les dangers de la migration clandestine. Quant au COSIM, l'institutionnalisation de la solidarité reste sa plus grande faiblesse.

Document – Jeunes musulmans ivoiriens et migration irrégulière depuis 2015

Selon le « Rapport de profilage des migrants ivoiriens 2017 » (OIM Côte d'Ivoire 2018), 10 000 migrants se disant « Ivoiriens » sont arrivés irrégulièrement en Italie en 2017 (contre 13 000 en 2016, soit une augmentation de 230 % par rapport à 2015)²¹. Selon le rapport « Migration irrégulière en Côte d'Ivoire. Logique sociale et stratégie des retournés d'Anyama et de Daloa » (Koné, N'Goran, 2017), « [I]a majorité des migrants rencontrés [au cours de l'enquête] affirment appartenir à l'ethnie malinké. Ce groupe ethnique représente un pourcentage de 75 % des répondants [...]. Les 25 % restant sont partagés entre les Senoufo (10 %) et les ressortissants de la CEDEAO (15 %). Le dénominateur commun de tous les migrants retournés est la religion. Ils revendiquent tous être de religion musulmane » (p. 15). « "Si vous prenez le cas de Daloa [principale ville de départ des migrants irréguliers], je peux vous dire que 99,99 % de ceux qui sont concernés sont des jeunes Dioula", affirmait un responsable de la municipalité » (p. 21). « La communauté malinké, dont sont majoritairement issus les candidats à la migration irrégulière, est réputée proche de l'actuel pouvoir en place. Beaucoup de jeunes rencontrés

ont le sentiment d'être des oubliés d'un pouvoir pour lequel ils ont pris fait et cause lors des élections présidentielles et pendant la crise postélectorale en 2010 » (p. 20). « [M]algé l'éventualité de la mort, les candidats à la migration risquée prennent toutes les dispositions spirituelles pour la réussite de leur projet de vie. [...] Loin du discours populaire qui fustige une inconscience des jeunes, cette prise de risque est calculée. Elle est précédée d'un investissement spirituel visant à fournir une assurance psychologique et un attrait de la chance, les *douahous* [du'a' en arabe, prière de supplication] selon l'expression en langue malinké. Et si la mort advient, s'il y a échec du voyage, c'est bien Dieu qui l'aura voulu. L'ancrage religieux du projet migratoire redéfinit en profondeur la notion de risque et sa perception chez les jeunes » (p. 30-31).

Grand-Bassam : le djihad venu d'ailleurs. Le 13 mars 2016, un attentat revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) tuait dix-neuf personnes sur une plage de Grand-Bassam. Inédit, l'événement fut condamné par toutes les parties ivoiriennes, musulmanes de tous bords inclus, toutes appelant à un sursaut de cohésion nationale derrière le gouvernement, y compris Laurent Gbagbo depuis la prison de la CPI. L'attaque fut d'emblée perçue comme fomentée à l'étranger et l'opinion publique n'a pas indexé les musulmans ivoiriens. Les enquêtes ont par la suite montré que les trois assaillants étaient des Maliens (et non deux Maliens et un Ivoirien) et qu'ils étaient repartis le jour même de l'attaque par avion à Bamako (Guichaoua, Koné, 2016 ; Assemblée nationale, 2016, p. 119-122). Le nord de la Côte d'Ivoire, avec sa plus grande pauvreté, ses frontières poreuses, la circulation des prédicateurs itinérants et des enfants *talibés*, pourrait être une

zone fragile face à la tentation du djihad. Reste que le plus grand danger de déstabilisation armée en 2017 a paru venir de certains anciens combattants des Forces nouvelles, mutins ou démobilisés, musulmans nordistes en grande majorité. Fin avril 2017, cheikh Aboubacar Fofana et une délégation du COSIM partent en mission à Bouaké pour négocier avec les mutins un nouveau retard de paiement ou une annulation du reliquat des primes qui leur avaient été promises en janvier, pour soulager les finances de l'État confronté à la chute des prix du cacao : ils furent reçus mais sèchement sommés de ne pas se mêler de ces affaires²². À l'instar du conflit de 2002, les mutineries de 2017 n'ont strictement rien à voir avec quelque cause islamique que ce soit.

Marie Miran-Guyon²³

1. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
2. Dioula signifie littéralement « commerçant ambulante » en malinké. En contexte migratoire depuis les temps coloniaux, le terme a pris une signification exogène (et récemment péjorative), désignant pêle-mêle tous les nordistes musulmans non originaires de la zone forestière, qu'ils soient Malinké ou non.
3. Accolade entre le président Alassane Ouattara et le président du COSIM, cheikh Aboubacar Fofana, à la mosquée de la Riviera Golf à Abidjan, lors de la fête du Maouloud 2015. À l'occasion de chaque grande fête musulmane, le COSIM organise une conférence sur un thème donné, proposé comme sujet de prêche à tous les imams du pays. La conférence prononcée à la mosquée du Golf a pour auditoire habituel le président Ouattara et ses ministres musulmans ; elle est diffusée en direct à la télévision. Cette accolade illustre les bonnes relations qu'entretiennent les grands imams avec le pouvoir en place.
4. Le passage dans la région de Samori Touré, destructeur de Kong en 1897, a laissé de mauvais souvenirs.

5. Sur ces termes proches mais non strictement synonymes, voir par exemple Ostebo 2015.
6. Ces financements sont difficiles à documenter, il ne faut sans doute pas les surévaluer. Pour une analyse globale de l'engagement saoudien en Afrique, voir Pérouse de Montclos 2018.
7. Entretiens avec Mamadou Bamba et Joseph Baya basés à Man, décembre 2017.
8. Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix ; Rassemblement des Républicains ; Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire.
9. Entretien avec l'imam Abdul Kader Doumbia, 29 août 2016.
10. Transcription intégrale sur <http://www.afrikipresse.fr/societe/un-imam-ivoirien-denonce-on-venere-des-milliardaires-qui-n-ont-jamais-travaille>. Sur la corruption, voir aussi Mgr Koné, p. 245.
11. Voir l'entretien avec Francis Akindès, p. 325.
12. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=MzTbi9XpG-o>.
13. Voir : <https://news.abidjan.net/h/626436.html>, 24 novembre 2017. Sur le scandale de la réhabilitation des universités publiques (passée de 47 à plus de 100 milliards de francs CFA), qui éclaboussa en 2012 Bacongo Cissé, alors ministre de l'Éducation supérieure, voir *L'Éléphant déchainé*, 10 août 2012.
14. Voir : <https://news.abidjan.net/h/627936.html>, 20 décembre 2017.
15. Voir *L'Intelligent d'Abidjan*, 12 octobre 2017, <https://news.abidjan.net/h/624002.html>.
16. La fondation Zaqaat & Waqf (prévue pour collecter l'aumône canonique et financer des œuvres de bienfaisance), lancée en grande pompe en 2010, est toujours au point mort.
17. En mai 2016, une opération policière dite « Épervier » rafla 250 jeunes délinquants. Pour Zoumanan Sanogo, qui fit le déplacement à la préfecture de police du Plateau et croisa des parents des raflés, « 90 % des enfants raflés comme des présumés "Microbes" appartiennent à ma communauté ». « Les imams se sont coalisés contre le phénomène des "Microbes", car ils savent que la quasi-totalité de ces jeunes malfrats sont issus de familles dites musulmanes. » Propos cités par Foua Ernest de Saint-Sauveur

(http://www.guillaumesoro.ci/tribune-internationale/phenomene-des-laquo-microbes-raquo-quel-message-faut-il-y-voir_8473_1465557789.html, 10 juin 2016).

18. Entretien avec l'imam de la MACA, Ibrahim Bredji, 29 décembre 2016 (voir Miran-Guyon, 2016b). L'imam Bredji est décédé en février 2017. Ces réalités méritent de plus amples enquêtes.

19. Voir aussi l'article de Frédéric Le Marcis, p. 85. À noter toutefois qu'il est possible que « Kaaba », ou plutôt « caba », ne soit qu'une simple abréviation de « cabanon », sobriquet de longue date de la MACA.

20. Entretiens au long cours avec Ibrahim Sy Savané et Mokodou Thiam, ambassadeur de Côte d'Ivoire en Libye depuis 2011. D'après une étude d'une ONG italienne, « 95 % des candidats à l'immigration sont des Malinkés, communément appelés les "Dioulas" [...]. Ils sont également à 90 % analphabètes ou déscolarisés et de confession musulmane » (AFP, 24 avril 2018).

21. Voir le « Repère » de Sy Savané, p. 255. Selon un double responsable de la jeunesse communale de Daloa et d'un projet de sensibilisation en lien avec une ONG italienne, « ces chiffres représentent le dixième des candidats à l'immigration clandestine depuis la région de Daloa » (principal foyer de départ vers la Libye). « Avant leur arrivée en Italie via la Libye, de nombreux migrants ont péri en mer ou dans le désert. D'autres ont été mis en prison ou certains sont simplement portés disparus » (AFP, 24 avril 2018).

22. *Le Patriote*, 26 avril 2017. Sur l'armée et ses tensions, voir l'entretien avec Bruno Clément-Bollée, p. 281.

23. Marie Miran-Guyon est maître de conférences en histoire et anthropologie (EHES, PSL, IMAF).

Bibliographie

Assemblée nationale (2016), « Rapport d'information n° 4481, déposé par la Commission des Affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 27 avril 2016 sur la Côte d'Ivoire, président P. Cochet, rapporteur S. Dagoma », Paris.

Binaté, I. (2017), « Les célébrations du Maouloud au nord de la Côte d'Ivoire. Entre espace de réislamisation, socialisation et quête de légitimité politique », *Cahiers d'études africaines*, vol. LVII, n° 225, p. 39-58.

Guichaoua, Y., Koné, F.R. (2016), « Côte d'Ivoire : après Bassam », *The Conversation*, <http://theconversation.com/cote-divoire-apres-bassam-56576>, 21 mars.

Institut d'études de sécurité (2014), « La communauté chi'ite libanaise et ses accointances avec le Hezbollah », rapport final.

Institut national de la statistique (2016), « Recensement général de la population et de l'habitat [RGPH] 2014 », Abidjan.

Koné, F.R., N'Goran, A.R. (2017), « Migration irrégulière en Côte d'Ivoire. Logique sociale et stratégie des retournés d'Anyama et de Daloa », Abidjan, Forum de la société civile de l'Afrique de l'Ouest, section Côte d'Ivoire.

Madore, F. (2016), "The New Vitality of Salafism in Côte d'Ivoire. Toward a Radicalization of Ivoirian Islam?", *Journal of Religion in Africa*, vol. XLVI, n° 4, p. 417-452.

Miran, M. (2006), *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.

Miran-Guyon, M. (2015), *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala.

Miran-Guyon, M. (2016a), "Islam In and Out. Cosmopolitan Patriotism and Xenophobia among Muslims in Côte d'Ivoire", *Africa*, vol. LXXXVI, n° 3, p. 447-471.

Miran-Guyon, M. (2016b), « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 274, p. 7-42.

OIM Côte d'Ivoire (2018), « Rapport de profilage des migrants ivoiriens 2017 ».

Ostebo, T. (2015), "Salafism in Africa", *Islamic Africa*, vol. VI, n° 1-2.

Pérouse de Montclos, M.-A. (2018), « La politique africaine de l'Arabie Saoudite, entre conservatisme et prosélytisme », *Questions internationales*, n° 89, p. 105-111.